



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Les-elections-et-apres>

Les élections... et après

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1976 à 1987 - Année 1978 - N° 754 - mars 1978 -

Date de mise en ligne : jeudi 28 août 2008

Date de parution : mars 1978

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

[Voie sans issue]

Les 12 et 19 mars : LE PEUPLE EST SOUVERAIN...

Mais d'Ãs le 20 mars : LE CAPITAL REPREND LE POUVOIR

VOUS n'en avez pas par-dessus la tÃte de la campagne Ãlectorale ? Jamais on ne nous en aura autant saturÃs ! Pas un bulletin de radio, pas une information tÃlÃvisÃe qui ne cite de nouvelles (?) dÃclarations politiques...

Mais en est-on mieux informÃ pour autant ? Pas du tout, et 70 % des FranÃsais, d'aprÃs un sondage, pensent que les politiciens ne leur disent pas la vÃritÃ. Ce qui vient confirmer le tÃmoignage fait rÃcemment Ã la tÃlÃvision par un ancien ministre, FranÃsoise Giroud, selon laquelle le PrÃsident de la RÃpublique estime qu'il est des vÃritÃs Ã ne pas dÃvoiler au peuple de France, jugÃ apparemment incapable de les comprendre...

Et avez-vous remarquÃ Ã quel point ce sont toujours les mÃmes qu'on nous passe ? Quelles que soient les rÃunions qui se tiennent partout en ce moment, ce sont toujours les mÃmes dix ou douze « leaders » des grands partis qu'on cite. Et s'il se disait quelque chose d'intÃressant dans une petite rÃunion ? Tant pis. Elle ne nous sera rapportÃe que si un immense dÃploiement de moyens publicitaires et tapageurs a rÃussi Ã attirer l'attention des journalistes. Et si c'est le PrÃsident de la RÃpublique lui-mÃme qui se lance dans l'arÃne pour indiquer quel est son choix personnel, qu'il qualifie donc de bon choix, tous les moyens nationaux sont mis Ã sa disposition, camions, cars pleins de CRS, aviation, police et jusqu'aux Ponts et ChaussÃes mobilisÃs pour refaire la chaussÃe sous ses pas.

Autre constatation : il existe aujourd'hui un langage officiel, celui qui est propre aux meneurs politiques et aux journalistes de tÃlÃvision. Si bien que pour se faire entendre, il semble nÃcessaire d'avoir passÃ son langage dans un certain moule, sans doute fabriquÃ Ã l'E.N.A., dÃfinissant les formes, les phrases, les mots Ã employer. Pourtant l'immense majoritÃ des FranÃsais parle une langue trÃs diffÃrente. Ainsi la tÃlÃvision et la radio ne sont l'expression que d'une infime minoritÃ de FranÃsais. Et le public est Ã tel point conditionnÃ que si un ouvrier ou un paysan a, par hasard quelques secondes la parole, c'est son langage qui surprend : il paraÃt incongru. L'apparence, Ã la tÃlÃvision compte tellement plus que le fond que nombreux sont les Francaises-Francais qui ont Ãlu pour PrÃsident celui des candidats qui « passait » le mieux la rampe.

*

Ras le bol ou non, trÃs nombreux sont nos lecteurs qui nous ont demandÃ un numÃro spÃcial pour les Ãlections, contenant l'essentiel de nos thÃses, des rÃfÃrences, des questions Ã poser aux candidats. Ils veulent participer aux discussions qui vont avoir lieu un peu partout pour y faire rÃflÃchir sur nos propositions. Nous ne pouvons que les aider et les encourager en souhaitant que leur exemple soit suivi par tous nos lecteurs.

CE QU'ON NOUS PROPOSE

NOUS ne nourrissons aucune illusion quant aux possibilitÃs de changement par le renouvellement d'une AssemblÃe lÃgislative qui, d'ailleurs, ne dÃtient pas le pouvoir.

Pour nous, quelle que soit l'issue du scrutin, l'absurditÃ du rÃgime Ãconomique continuera ses ravages puisqu'aucun des partis en prÃsence ne propose vraiment d'y remÃdier.

Il n'y a aucune raison de penser que si la majoritÃ actuelle l'emporte, elle entreprendra de changer une situation qu'elle dÃtient depuis vingt ans. Nous savons d'expÃrience comment ses belles paroles et ses promesses de dÃmocratie ou de justice se transforment dans les faits. MÃme s'ils voulaient rÃagir, les tenants de ce rÃgime sont liÃs par les intÃrÃts qui les ont mis en place.

Il est donc normal que beaucoup d'espoirs convergent vers la gauche, par opposition. L'attachement des négociations pour actualiser le programme commun a dû à certains. D'autres l'ont interprété comme la preuve d'une conviction sincère d'implication d'éclectisme chez les négociateurs. Pour nous, il a été la confirmation qu'il n'est pas possible d'établir un programme de gouvernement satisfaisant des aspirations sociales sans changer le système des prix-salaires-profits. Nous appuyons la lutte forte des travailleurs contre l'emprise du grand capital, mais nous ne pouvons pas suivre lorsqu'il s'agit, pour sauvegarder des emplois, de maintenir coûte que coûte n'importe quelle usine, n'importe quelle fabrication inutile ou nuisible, avions de prestige et armes nucléaires compris.

Entre l'injustice et le gâchis, une troisième voie s'est faite jour. Sous l'étiquette d'écologistes se regroupent ou votent tous ceux qui veulent qu'on pense avant tout à l'homme, à la qualité de sa vie, à son épanouissement. Mais cette attitude, parce qu'elle a pour mobile une réaction contre l'absurdité environnante et ses dangers, n'a pas atteint le stade constructif de proposition d'une nouvelle société. Être contre les pollutions du corps et de l'esprit c'est bien, mais prêter pour cela le renouveau de la moralité ou le renoncement aux progrès techniques... Autant dire à un alcoolique invité : « Sois raisonnable, cesse de boire ! ».

CHERCHER LA CAUSE...

NOUS aussi, et depuis plus de 40 ans, nous dénonçons tous les gâchis et toutes les absurdités qui nous environnent. Mais nous en cherchons objectivement la cause profonde, pour en éliminer la faison de l'éliminer en adaptant notre système social aux conditions économiques du XXI^e siècle.

On a toujours tendance, en France surtout, à imputer tous nos malheurs à ceux de nos compatriotes qui ne partagent pas nos opinions. On dénonce l'avidité du patronat, l'attachement au gain des paysans, l'incompréhension des bureaucrates, la faiblesse des gouvernements, la démagogie des partis politiques, la disparition de la moralité, l'égoïsme des jeunes, etc... Tous ces reproches que les hommes s'adressent mutuellement sont sans doute en partie fondés. Mais les tares ainsi dénoncées ne sont que les conséquences d'un régime économique et social pervers.

Lorsqu'on fait l'analyse de ce qui ne va pas, on aboutit à dénoncer une effrayante disparité des moyens dont disposent les êtres humains pour vivre. Pour ne parler que de ce qui se passe en France, on constate que des êtres qui placent la fraternité dans leur devise vivent, les uns dans des conditions misérables, à côté d'autres pour qui on a dépensé des dizaines de milliards pour leur permettre seulement de gagner quelques heures lorsqu'ils veulent traverser l'Atlantique. Depuis des siècles, les conditions de vie des malheureux n'ont pratiquement pas évolué, en comparaison du bouleversement total des moyens dont disposent depuis quelques décennies les plus favorisés. On raconte que le fisc réclame à un chanteur un milliard d'impôts (ce qui n'est donc qu'une fraction de ses revenus), cela représente combien de fois le salaire annuel d'une caissière d'hypermarché ?

On constate donc que les prodigieux progrès techniques dont nous ayons été témoins ont profité d'une façon scandaleusement inégale aux classes laborieuses et aux privilégiés. La disparité est bien plus grande qu'à la veille de la révolution de 1789.

Et c'est ainsi qu'au cours de la campagne électorale on pourra entendre les uns réclamer pour les travailleurs, et de façon tout à fait légitime, une relance de la production tandis que les autres réclament au nom de l'environnement un arrêt de la croissance et des pollutions qu'elle entraîne. Mais ni les uns ni les autres ne s'aperçoivent que ni la relance ni le frein ne viendront à bout des inégalités sociales.

C'est au niveau de la répartition des moyens de disposer de la production qu'il faut agir. Et c'est à ce niveau que se situent nos propositions.

D'OU VIENT LE POUVOIR D'ACHAT ?

IL n'y a pas de mystère : c'est la production qui est la source de tous les pouvoirs d'achat : les producteurs

avancent l'argent nécessaire pour paver la production. les clients les remboursent en achetant les produits, soit directement. soit par l'intermédiaire de commerçants. intermédiaires et prestataires de services, fonctionnaires et militaires, dont le pouvoir d'achat, prélève sur celui des consommateurs ou des contribuables, n'est qu'une étape dans le cycle qui se referme au niveau d'une nouvelle production. C'est ainsi que LE VOLUME DE LA PRODUCTION CAPITALISTE EST DETERMINE PAR LE POUVOIR D'ACHAT DES CONSOMMATEURS. L'ECONOMIE CAPITALISTE NE PREND EN CONSIDERATION QUE LES BESOINS SOLVABLES.

Et si la production est rationalisée avec moins de travail humain, elle injecte dans ce circuit d'autant moins de pouvoir d'achat, les machines qui rationalisent la production n'en percevant et n'en distribuant guère. Les chômeurs ainsi éliminés du cycle, sont autant de clients en moins pour les commerçants, pour les prestataires de service, autant de contribuables en moins, alors qu'ils augmentent les charges fiscales des autres, ce qui fait monter les prix. D'où une crise grandissante depuis qu'il est « rentable » pour un producteur de remplacer un travailleur par un automatisme.

LA SOLUTION

IL convient donc de repenser le mode de distribution du pouvoir d'achat, dès lors que celui qui est en vigueur n'est plus adapté aux moyens modernes de production et que cette inadaptation entend une crise grave par les injustices qu'elle crée et qu'elle accentue.

Le moyen est simple, même s'il bouleverse les habitudes : le pouvoir d'achat ne doit plus dépendre des fluctuations de l'emploi. Il faut dissocier, pour tout individu, ses revenus de son temps de travail et rationaliser un système d'économie distributive (voir n°161. Le volume de la production à rationaliser doit être déterminé en prenant en considération les besoins réels et les possibilités de les rationaliser (matières premières, énergie, état des sols, machines, environnement, etc.) et non plus en fonction d'une monnaie dont la valeur chute quand le leader d'un parti politique s'enrhume. C'est cette détermination de production qui est fondamentale et détermine toutes nos conditions de vie. C'est parce qu'elle repose actuellement sur la disparition des moyens d'achat qu'elle augmente le fossé entre les riches et les pauvres. C'est en devenant l'affaire de tous qu'elle permettra la vraie démocratie.

Le volume de la production (et bien entendu celui des services nécessaires) étant ainsi déterminé, on possède les moyens d'en produire la quantité de travail humain qu'il faut employer pour les rationaliser. Ceci définit la durée du service social auquel chacun est tenu de participer à son tour et selon ses aptitudes.

Il reste alors à distribuer la production ainsi déterminée et rationalisée par tous. Le moyen est simple : il suffit de créer une monnaie destinée à cet effet. Une monnaie qui représente exactement la production à répartir et qui perd sa valeur dès qu'elle a été utilisée. Comme il ne s'agit pas d'obliger tout le monde à manger tant de kilos de pommes de terre, d'acheter tel manteau de soie et de parcourir tant de kilomètres par an, il faut remettre périodiquement à tout individu, homme, femme, enfant, (in revenu qu'il dépensera selon ses goûts et ses besoins. L'important est que la somme des revenus distribués soit l'équivalent de la production en biens et en services rationalisés par l'ensemble de la société. Et les choix faits par les consommateurs, inscrits par les détaillants (comme à l'heure actuelle) doivent aider à la détermination convenable de la production à renouveler. Ainsi ce ne sont plus les besoins solvables qui déterminent, ce sont les besoins réels des consommateurs. D'autant plus réels que les campagnes publicitaires pour une absurde société de consommation n'auront plus de raison d'être : pousser la consommation se traduira par augmenter le temps de travail social obligatoire pour tous.

Il faudrait, dans un exposé complet, en examiner en détail toutes les conséquences. Par exemple, expliquer qu'en ce qui concerne les échanges avec l'étranger, il s'agit toujours de troc, marchandises contre marchandises, même si le troc n'est pas direct. Il est donc possible de tenir une comptabilité de ces échanges, quelle que soit la monnaie dans laquelle on l'exprime.

Il faudrait surtout mettre en relief les conséquences humaines d'une telle redistribution du travail, des biens et des services. On s'apercevrait vite que si elle ne résout pas tous les problèmes, elle apporte une

solution raisonnable et équitable à la
désastreuse.

plupart de ceux dont les conséquences sont aujourd'hui les plus

MAIS nous n'avons pas la place ici d'exposer la totalité d'une théorie qui a fait l'objet d'un très grand nombre d'ouvrages (1) depuis sa création par Jacques Duboin. Notre équipe de rédaction se contente de saisir les faits d'actualité qui permettent d'en apprécier les avantages par rapport à la réalité.

De tous ces avantages, le moindre n'est sûrement pas l'égalité de tous devant la connaissance, l'information et la prise de décision. C'est pourquoi nous consacrerons de prochains articles à ces questions fondamentales et nous demandons d'ores et déjà à nos lecteurs d'y apporter leurs réflexions personnelles.

(1) Voir sous la rubrique « Initiatives » p. 14 et en dernière page, les moyens d'emprunter ou de se procurer ces ouvrages.